Canton d'Altkirch

Huguette **FRANCON**

55 ans, mère de famille, cadre frontalière dans la finance. Membre active de l'association des papillons bleus de Ferrette, « les anciens gendarmes mobiles du 4/18 et 24/7».

J'ai été plusieurs fois candidate aux élections dans le Sundgau pour Unser Land, car je considère que c'est le seul parti qui représente ce que je veux défendre : notre dialecte, notre sécurité sociale et le régime concordataire des cultes.

Remplaçante

ELISA MORÉ

20 ans. Native et habitante de Werentzhouse.



Apprentie pépiniériste. Le constat quotidien de la disparition implacable de notre culture, notre langue et notre patrimoine me révolte et motive mon engagement en politique. Je m'investis dans la

protection de la nature par un bénévolat en association à vocation agricole et cynégétique.



François ORTNER

26 ans, Sundgauvien de Michelbach-le-Haut.

De formation sommelier, j'ai travaillé en restauration en Alsace, mais aussi à Londres et à Berlin. Après ces expériences internationales, ma reconversion dans le maraîchage m'a permis de revenir à ma terre sundgauvienne sur laquelle mes ancêtres ont travaillé avant moi. Je souhaite, par mon engagement pour le Sundgau et pour l'Alsace, redonner à notre Heimet (patrie) un avenir qu'elle ne pourra pas obtenir si nous restons dans le Grand Est et les carcans du centralisme parisien.

Remplaçant:

JOËL BONN

68 ans, ancien cadre dans l'industrie métallurgique.



Habite Hochstatt, dans le nord du canton. Ma vie, aussi bien professionnelle que personnelle, a été enrichie par ma maîtrise du dialecte alsacien et de l'allemand. Je suis engagé à Unser Land car

je souhaite que les jeunes générations bénéficient de la même richesse culturelle et linguistique que la mienne.

Élections départementales Collectivité européenne d'Alsace - 2021

's Elsass, unser Land!

Pour notre pays, notre terre et nos libertés!

Stop Grand Est, en avant l'Alsace!

En 2015, François Hollande a décidé de supprimer la région Alsace. Alors qu'une grande partie de la classe politique locale a finalement accepté cette réforme à la fois incohérente et anti-démocratique, des dizaines de milliers de citoyens se sont mobilisés aux côtés d'Unser Land afin que l'Alsace ne disparaisse pas. En janvier dernier, les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont été réunis dans une nouvelle entité dénommée « Collectivité européenne d'Alsace » (CEA). C'est une première victoire, mais ne soyons pas dupes : la CEA n'est rien d'autre qu'un simple département aux compétences limitées. D'autre part, l'Alsace est toujours noyée dans le Grand Est. Tout reste à faire!

Prenons notre destin en main

Justice sociale, politique de santé, maintien de l'emploi, sécurité, démocratie participative, préservation de l'environnement, maîtrise de la mondialisation: il faut agir... mais encore faut-il en avoir les moyens! Or, dans ce pays, presque tout est décidé à Paris, loin des réalités du terrain. Des Gilets Jaunes au COVID, l'État s'est montré incapable de résoudre les crises récentes. Aussi, nous devons décider en Alsace des choses qui nous concernent, comme le font nos voisins suisses et allemands. Dans les six années à venir, l'Alsace doit devenir une collectivité à statut particulier, disposant d'une réelle autonomie et gérant directement les impôts que nous versons.

L'identité: une fierté, un atout

Alsaciens d'origine et d'adoption, nous formons un peuple, avec une histoire, une langue et une identité partagées. Pour redevenir une région prospère et dynamique, l'Alsace doit préserver et transmettre cette identité aux jeunes générations ainsi qu'aux nouveaux arrivants. Nous mettrons en place un plan de reconquête de notre langue, pour que l'Alsace redevienne une région vraiment bilingue et puisse bénéficier des atouts économiques et culturels qui en découlent.

Pour une société juste et durable

Nous subissons une société de consommation où la recherche du profit immédiat et du moindre coût passent avant le respect de la personne humaine, du lien social, de l'identité, de la culture et de l'environnement. Ce modèle destructeur n'est plus supportable. Face à ce problème global, nous pouvons et devons agir de façon locale. Au sein de la CEA, nous structurerons et soutiendrons toutes les initiatives qui créent de l'emploi local, du lien social et qui s'enracinent dans notre territoire. Nous développerons une écologie positive qui respecte les identités ainsi que la ruralité.



- Exiger une sortie immédiate du Grand Est et créer une vraie collectivité Alsace à statut particulier avec des pouvoirs étendus en matière d'éducation et de culture, de santé, d'économie, de transports et d'aménagement du territoire.
- Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne sur tous les sujets locaux. Modifier les modes de scrutin pour une meilleure représentativité des élus et plus de démocratie.
- Défendre et développer le Droit Local, notre régime d'assurance maladie, nos deux jours fériés supplémentaires, le repos dominical et le statut des cultes (Concordat).
- Co-officialiser l'allemand standard et dialectal (alsacien) et en généraliser l'enseignement.
- Développer les transports ferroviaires locaux et transfrontaliers.
- Soutenir l'autonomie des personnes âgées et l'accès au soin pour tous.
- Garantir une gestion saine et transparente des finances publiques.
- Promouvoir une économie agile et solidaire : les filières locales, les coopératives, les projets d'économie sociale et solidaire, l'insertion par le travail et les aides à la reconversion professionnelle.
- Développer les filières des énergies renouvelables, l'agriculture durable et les circuits courts.

pour le canton d'Altkirch

- Sauvegarder notre identité culturelle alsacienne et sundgauvienne.
- Défendre et encourager le bilinguisme pour donner la chance à nos enfants de pouvoir continuer à travailler en Suisse et en Allemagne.
- Penser à nos aînés qui sont de plus en plus nombreux, en encourageant le maintien à domicile et en créant des résidences-services.
- Aider et intégrer nos concitoyens les plus fragiles et tout particulièrement les personnes handicapées, une minorité trop oubliée par les politiques en place.
- Faciliter les démarches administratives et stopper l'exode des services publics du Sundgau à Mulhouse.
- Orienter nos efforts pour sécuriser l'axe Sundgau-Bâle particulièrement dangereux et travailler de concert avec nos collègues de Saint Louis, afin de fluidifier le trafic frontalier.

Für unser Land, unsere Heimat und unsere Freiheiten!

2015 wurde die Region Elsass abgeschafft. Während viele heimische Politiker dies akzeptierten, mobilisierten sich Zehntausende von Bürgern an unserer Seite, damit das Elsass nicht verschwinde. Nun wurde die Europäische Gebietskörperschaft Elsass (CEA) gegründet — ein erster Sieg — doch hat sie nur begrenzte Kompetenzen, während das Elsass immer noch im Grand Est untergeht.

Soziale Gerechtigkeit, Gesundheit, Arbeitsplätze, Sicherheit, Mitbestimmung, Umweltschutz, Globalisierung: Wir müssen handeln! Aber fast alles wird in Paris entschieden. Wir sollen darüber entscheiden, was uns betrifft, wie die Schweizer und Deutschen. Das Elsass soll eine Gebietskörperschaft mit einer echten Autonomie werden.

Als gebürtige und zugezogene Elsässer sind wir ein Volk, mit einer gemeinsamen Geschichte, Sprache und Identität. Um wieder wohlhabend und dynamisch zu werden, muss das Elsass diese Identität bewahren und an die jüngeren Generationen sowie an Neuankömmlinge weitergeben. Wir werden einen Plan zur Rückgewinnung unserer Sprache aufstellen, damit das Elsass wieder zweisprachig wird und davon profitiert.

In der Konsumgesellschaft haben sofortiger Profit und niedrigste Kosten Vorrang vor dem Respekt für Menschen, soziale Bindungen, Identität, Kultur und Umwelt. Dieses Modell ist nicht mehr tragbar. Wir können und müssen lokal handeln. Innerhalb der CEA werden wir alle Initiativen unterstützen, die Arbeitsplätze und soziale Bindungen schaffen und in unserem Gebiet verwurzelt sind.

Le 20 juin prochain, c'est 2 voix pour Unser Land

Élections régionales: une voix pour dire STOP au Grand Est

Élections départementales: une voix pour dire OUI à une Alsace autonome







mouvement alsacien